

# En attendant les massacrés

**Burundi** Une militante pour la réconciliation pousse un cri d'alarme devant l'afflux d'armes.

**M**aggy Barankitse est tutsie. Quand éclate la guerre civile Hutus/Tutsis au Burundi, en 1993, elle perd de nombreux parents. Dans le maelström de violence, elle recueille 25 orphelins des deux ethnies et crée à Ruyigi (est du pays) la Maison Shalom (paix), une ONG vouée à la réconciliation et à l'aide aux orphelins.

## La "maman nationale"

La paix revenue, grâce à des aides internationales, elle développe les activités de l'ONG, qui dispose aujourd'hui d'une école, d'un hôpital, d'un centre de formation d'infirmiers; elle a mis sur pied 27 coopératives et octroie des micro-crédits aux familles pauvres. Il y a quelques années, le président Pierre Nkurunziza a appelé Maggy "la *maman nationale*". Aujourd'hui il veut la faire arrêter et son nom figure sur une liste de personnes à éliminer.

Sa faute? Maggy Barankitse a manifesté contre le désir de M. Nkurunziza de se présenter à un troisième mandat, interdit par l'accord de paix d'Arusha (2000); elle a apporté de la nourriture à des manifestants détenus dans des cachots de la police (on parle d'un millier d'arrestations); l'ambulance de son hô-

pital a amené un manifestant grièvement blessé au Rwanda. "Le 13 mai, des *miliciens Imborenakure* (pro-Nkurunziza) et des forces de l'ordre avaient tiré sur les blessés de l'hôpital Bumerec" parce que trois putschistes blessés y étaient allés, a expliqué jeudi M<sup>me</sup> Barankitse à Bruxelles.

Prévenue par des anciens de la Maison Shalom qu'elle était recherchée, elle a pu quitter Bujumbura le 18 juin après avoir modifié son apparence et bénéficié de quelques complicités.

La "maman nationale" ne cache pas sa "colère". "Hier encore, des armes sont arrivées à Bujumbura. L'aéroport a été fermé et quatre généraux, dont Adolphe (Nshimirimana, bras droit du président Nkurunziza; réputé être le patron de la milice présidentielle), ont fait décharger le contenu de l'avion dans des camions militaires, en l'absence des services normaux de l'aéroport. Au Burundi, tout le monde craint des massacres." A ses côtés, Aline Ndenzako, vice-présidente de Maison Shalom, intervient: "Qu'attend la communauté internationale? Que les massacres aient commencé?"

La communauté internationale a fi-

vingt membres du bureau de la Commission électorale nationale indépendante avaient fui avant lui.

## Comme ces autres fuyards,

M. Rufyikiri a évoqué des "menaces" contre lui en raison de son opposition à un 3<sup>e</sup> mandat "illégal" du Président sortant. Il a appelé le chef de l'Etat à retirer sa candidature. (Avec AFP)

nancé la démobilisation des rébellions armées, après la guerre (1993-2005), rappelle Maggy Barankitse. "En 2011, j'ai dit que le CNDD-FDD (parti au pouvoir) les recrutait comme *miliciens Imborenakure*. La communauté internationale

a été flouée! Et que deviendront ces jeunes *miliciens* – dont certains sont des anciens enfants de la Maison Shalom, qui me disent faire ça parce qu'ils n'ont pas le choix?"

## Rondes conjointes

Dernièrement, raconte M<sup>me</sup> Ndenzako, "une réunion des *miliciens Imborenakure* a eu lieu chez nous, à Ruyigi, pour discuter de l'assassinat de Maggy. Des anciens enfants de la Maison Shalom, qui y étaient, nous ont prévenus." Alors des protégés de la Maison Shalom "sont allés trouver le chef local des *Imborenakure* – qui a nié tout projet d'assassinat –

et lui ont proposé de faire des rondes conjointes, Maison Shalom et *Imbonerakure*. C'est comme ça que la tension a été désamorcée."

Mais jusqu'à quand? La guerre civile menace. "L'Europe a des problèmes avec les migrants. Mais il faut prendre le problème à la racine et ne pas tolérer les régimes" criminels en Afrique, dit Maggy Barankitse.

Elle affirme que "depuis 2010, le président Nkurunziza n'est pas si populaire qu'on croit" en zone rurale. Elle en veut pour preuve le fait que "personne n'est venu lors de sa croisade de prière, en septembre 2014, à Ruyigi. Alors on est venu chercher les gens en camion pour les obliger à y aller. A ceux qui refusaient, on a amené des crânes humains devant leur maison; on a menacé de s'en prendre à leurs enfants."

MFC

## Épingle

### Le vice-président Rufyikiri se réfugie en Belgique

Le deuxième vice-Président de la République, le P<sup>r</sup> Gervais Rufyikiri, a fui le Burundi pour la Belgique. Le vice-président de la Cour constitutionnelle et deux des